

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 CARCASSONNE

CARCASSONNE, le 30/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **COVALDEM 11**

ZA LANNOLIER  
1075 BD FRANCOIS XAVIER FAEUR  
11890 CARCASSONNE

Références : UID11/66-C3-2022-637  
Code AIOT : 0018200034

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/07/2022 dans l'établissement COVALDEM 11 implanté Dominique PLATEFORME BOIS 11170 ALZONNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COVALDEM 11
- Dominique PLATEFORME BOIS 11170 ALZONNE
- Code AIOT : 0018200034
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Unité de valorisation de déchets de bois.

Installation procédant à la sortie du statut de déchet de broyats d'emballage en bois pour un usage comme combustible de type biomasse dans une installation de combustion.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Prévention et protection contre le risque incendie ;
- Respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/02/2022.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	sortie du statut de déchet	Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article 3.a	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 15/04/2019, article 1.5.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	contrat de vente	Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article 3.d	/	Sans objet
3	système de gestion de la qualité	Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article 5	/	Sans objet
5	(moyens de lutte contre l'incendie)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
6	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11	/	Sans objet
10	Accès et circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 15/04/2019, article 7.2.1.	/	Sans objet
15	Eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/04/2019, article 7.6.6.	/	Sans objet
16	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 15/04/2019, article 7.2.4	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7 > I.	/	Sans objet
8	Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 15/04/2019, article 4.2.3.	/	Sans objet
9	Collecte et traitement des eaux sur le site	Arrêté Préfectoral du 15/04/2019, article 4.3.2.	/	Sans objet
11	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 15/04/2019, article 7.3.3.	/	Sans objet
12	moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 15/04/2019, article 7.6.3.	/	Sans objet
13	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/04/2019, article 7.6.3.1	/	Sans objet
14	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 15/04/2019, article 7.6.4.	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La plupart des constats identifiés lors de la précédente inspection ont été corrigés, sauf l'intégration des procédures dans le système de gestion de la qualité et la transmission formelle d'un rapport à la connaissance du préfet, accompagné de tous les éléments d'appréciation nécessaires, des évolutions et modifications apportées à l'installation.

Enfin, quelques autres constats effectués lors de l'inspection sont susceptibles de suites, et nécessitent des précisions ou compléments préalables de la part de l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : sortie du statut de déchet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article 3.a
<b>Thème(s) :</b> Autre, sortie du statut de déchet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Section 1 de l'annexe I, article 1.4 :            [...]           <p>Le personnel compétent de l'installation effectue une inspection visuelle des intrants, comprenant une vigilance concernant d'éventuelles odeurs suspectes.</p> <p>Le personnel reçoit une formation à la détection des composantes ou caractéristiques matérielles qui permettent de détecter les emballages en bois qui seraient susceptibles de contenir des métaux lourds ou des composés organiques halogénés. La procédure de détection et de gestion de ces emballages en bois est consignée dans le cadre du système de gestion de la qualité.</p> <p>Lorsqu'une inspection visuelle éveille des suspicions concernant la présence de métaux lourds ou de composés organiques halogénés, le personnel compétent refuse l'emballage en bois dans le processus de sortie de statut de déchet et l'oriente dans les filières adaptées et dûment autorisées à les recevoir.</p> <p><b>Constats :</b> Lors de la précédente inspection ayant eu lieu le 23/12/21, l'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter une procédure relative à la formation du personnel (plan de formation, contenu de la formation, etc) et devait intégrer dans son système de gestion de la qualité la procédure de gestion et de détection des emballages en bois.            Lors de l'inspection du 12/07/22, cette procédure n'était pas disponible et l'exploitant a indiqué que cette intégration n'avait pas été formalisée.            L'établissement est certifié ISO 9001 ; il dispose donc d'un système de gestion de la qualité. Il incombe à l'exploitant d'y intégrer la procédure de gestion et de détection des emballages en bois, tel que prescrit par l'arrêté ministériel du 29/07/14.</p> </p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : contrat de vente**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article 3.d
<b>Thème(s) :</b> Autre, contrat de vente
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            L'exploitant a conclu un contrat de vente pour les lots sortants de broyats d'emballages en bois</p> <p><b>Constats :</b> Suite à la précédente inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection une convention signée avec la société KWATT.            En revanche le contrat de vente avec la SEMBE, fourni lors de l'inspection, n'est toujours pas signé. Les broyats de bois vendus à la SEMBE ne sont donc pas considérés comme sortis du statut de déchet. Il s'agit donc de la vente d'un déchet, les installations réceptrices doivent être dûment autorisées pour le traitement/valorisation de ce type de déchets.            l'exploitant devra fournir les justificatifs des autorisations de ces installations réceptrices pour le traitement de ce déchet (incinération/combustion de déchets de bois ayant le statut de déchet).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 3 : système de gestion de la qualité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Autre, système de gestion de la qualité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En application de l'article D. 541-12-14 du code de l'environnement, l'exploitant met en œuvre un système de gestion de la qualité conforme à l'arrêté ministériel du 19 juin 2015 relatif au système de gestion de la qualité mentionné à l'article D. 541-12-14 du code de l'environnement. Il met en place les obligations d'auto-contrôle mentionnées à l'annexe I.
<b>Constats :</b> La procédure de sortie du statut de déchets n'est pas consignée dans le cadre du système de gestion de la qualité.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 4 : Accessibilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'accès était dégagé et l'exploitant a indiqué que les engins sont stationnés sur une zone dédiée en dehors des heures d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. [...]
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, aucun extincteur n'a été identifié dans les lieux présentant des risques spécifiques. Par ailleurs, il a été constaté une vanne incendie en bordure de propriété à laquelle est raccordée un tuyau pompier qui est disposé à proximité d'un tas de broyat. D'après l'exploitant, cette vanne est habituellement fermée et il est nécessaire d'ouvrir un regard et d'utiliser une tige pour l'ouvrir. Il est demandé d'installer des extincteurs dans les lieux présentant des risques spécifiques et à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. En outre, il est demandé à l'exploitant de justifier la disponibilité opérationnelle permanente du volume dédié à son installation, disponible sur la bache d'eau incendie partagée avec le site voisin AUDEVAL.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.[...]
<b>Constats :</b> La vanne permettant l'obturation du conduit évacuant les eaux du bassin était en position ouverte. Il est demandé que la vanne soit en position fermée par défaut.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Porter à connaissance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2019, article 1.5.1.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée à la connaissance du Préfet accompagné de tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni un courrier intitulé « porté à connaissance concernant l'arrêté d'exploitation de la plateforme bois d'Alzonne « Dominique » ». Ce courrier de 3 pages mentionne des évolutions de stock mais tous les éléments d'appréciation relatifs à l'évolution des volumes de bois stockés ne sont pas présents, notamment l'évolution des moyens d'extinction d'incendie et les volumes de rétention des eaux incendie. Il n'est pas non plus indiqué si les effets létaux d'un incendie restent à l'intérieur du site. Ce manquement avait été signalé lors de la précédente inspection, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de porter formellement à la connaissance du préfet et de l'inspection des installations classées les évolutions et modifications apportées à l'installation, accompagnés de tous les éléments justificatifs nécessaires (notamment besoins incendie, etc).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Entretien et surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2019, article 4.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien et surveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.  L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. [...]
<b>Constats :</b> Le caniveau bétonné derrière les casiers qui collecte les eaux de ruissellement a été nettoyé et n'est plus obstrué.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Collecte et traitement des eaux sur le site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2019, article 4.3.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte et traitement des eaux sur le site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Le réseau de collecte est équipé d'un obturateur permettant, le cas échéant, de maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou d'un écoulement accidentel. Un mode opératoire définit les modalités de mise en œuvre de ce dispositif.
<b>Constats :</b> L'obturateur a été installé ; il consiste en une vanne guillotine.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Accès et circulation dans l'établissement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2019, article 7.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Autre, Accès et circulation dans l'établissement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.  Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que le Service départemental d'incendie et de secours ne disposait pas des clés du portail et que les barrières n'étaient pas cassables. Il est demandé à l'exploitant de se rapprocher du SDIS afin de définir et mettre en place les modalités nécessaires d'accès à l'installation hors heures ouvrées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 11 : Formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2019, article 7.3.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs intervenant sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien. Cette formation comporte notamment :</p> <p>toutes les informations utiles sur les produits manipulés les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre ;  les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;  un exercice de simulation de l'application des consignes de sécurités prévues par le présent arrêté ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité ;  un entraînement à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci ;  une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face aux dangers.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué avoir réalisé un exercice incendie avec son personnel le 7 juillet 2022. Il a noté que la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie avait été longue. Le rapport de cet exercice doit être transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant a mentionné que son personnel n'avait pas réalisé de formation particulière sur les risques inhérents de l'installation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 12 : moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2019, article 7.6.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens d'intervention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Enfin, le site est organisé de façon à permettre l'intervention des services d'incendie et de secours, avec notamment la possibilité d'accès à la plateforme en 3 endroits distincts (3 portails).</p>
<p><b>Constats :</b> Le site dispose de 3 accès, en bas de l'installation (sud), sur le côté à proximité de la réserve incendie (est) et par le haut coté pont bascule (nord).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 13 : Lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2019, article 7.6.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En application de l'arrêté préfectoral n°2014-0143-0006 du 3 juin 2014, le COVALDEM s'engage à effectuer le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé sur une profondeur de 50 m autour des infrastructures et de 10 m autour des voies Nord et Ouest, qui desservent le site. [...]
<b>Constats :</b> Le site était débroussaillé lors de l'inspection, mais il restait quelques arbustes sur la partie sud-ouest, à l'extérieur de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : Consignes de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2019, article 7.6.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>L'exploitant met en place sur le site des consignes reprenant les procédures à respecter en cas d'urgence. Les consignes en cas d'incendie seront affichées en évidence et en permanence. Elles indiquent :</p> <p>les mesures d'urgence à prendre,            le numéro de téléphone à contacter en cas d'incendie.</p>
<b>Constats :</b> Dans le local du pont bascule il existe une affiche avec des consignes d'incendie et des numéros de personnes à prévenir, notamment le responsable d'exploitation et le numéro du SDIS. Il y a aussi un descriptif et une procédure pour l'usage des moyens d'intervention en cas d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 15 : Eaux d'extinction d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2019, article 7.6.6.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux d'extinction d'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le bassin de rétention dispose d'un volume de 620 m <sup>3</sup> avec un volume mort de l'ordre de 90 m <sup>3</sup> . Le bassin sera équipé d'un système d'obturation permettant d'isoler les eaux d'extinction d'incendie.  Une consigne spécifique pour la manipulation de la vanne d'obturation du bassin d'eau pluviale est mise en œuvre sur le site.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas mis en place de consigne spécifique pour la manipulation de la vanne. Le jour de l'inspection la vanne était ouverte. La hauteur du volume mort n'est pas identifiée sur le bassin. Le volume semblait faible. Il est demandé à l'exploitant de mettre en place une consigne pour la manipulation de la vanne et de mettre un repère pour identifier le volume mort.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 16 : Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2019, article 7.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.
<b>Constats :</b> Aucune protection contre la foudre n'a été trouvée sur l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



